

OSONS FAIRE DE BRUXELLES

UNE RÉGION EXEMPLAIRE ET DYNAMIQUE

POUR VIVRE, TRAVAILLER ET ENTREPRENDRE



L'appel des entrepreneurs et indépendants aux futurs dirigeants de la Région

La Région bruxelloise a un incroyable potentiel et dispose d'atouts forts ! Au niveau économique, elle pèse 20 % du PIB. Au niveau politique, elle est un lieu-clé de la décision stratégique en Belgique et à l'international, avec notamment les sièges de l'Union européenne et de l'OTAN. Elle est aussi un lieu de culture et d'entrepreneuriat qui foisonne de talents et d'initiatives. Elle a donc de nombreuses cartes en main pour devenir une ville-région exemplaire et attractive localement et internationalement, attirant habitants, visiteurs, décideurs, innovateurs et acteurs économiques.

Mais elle fait face à des enjeux de taille :

- **Le taux d'emploi reste trop faible**, en lien avec **des enjeux de formation et de compétences**, et le nombre de jeunes hors enseignement, formation ou travail est préoccupant dans un contexte de vieillissement de la population belge.
- **40 % de la population est en risque de pauvreté**.
- **L'exode urbain** et économique, notamment pour les classes moyennes, doit être évité.
- La transition économique de la Région est estimée à **plus de 80 milliards d'euros d'investissements**, dont la moitié pour la seule rénovation du bâti.
- Enfin, pour répondre à **l'accumulation des crises** d'aujourd'hui et à celles de demain, il est impératif que les pouvoirs publics renforcent leur résilience.

Plus que jamais, la Région se doit donc d'être efficiente dans ses actions et son mode de fonctionnement afin de pouvoir investir et s'adapter. Il est impératif qu'elle soit solide financièrement. Ce n'est pas le cas aujourd'hui : l'endettement de la Région ne cesse de croître et atteindra 19 milliards d'euros en 2028 si rien n'est changé à la politique actuelle.

Les entrepreneurs et indépendants bruxellois veulent toujours croire en ce potentiel et prendre part à cette ambition d'en faire une ville d'échanges, exemplaire par sa qualité de vie comme par son dynamisme économique et son engagement pour l'environnement.

Pour assurer ce succès, BECI interpelle aujourd'hui les futurs décideurs politiques et demande **à la Région de favoriser les conditions d'une dynamique positive** pour Bruxelles.

Pour les acteurs économiques que nous sommes, cette dynamique peut se lancer grâce à :

1. des hommes et des femmes, vivant et/ou travaillant à Bruxelles, avec leurs compétences et leur énergie ;
2. des équipements et des infrastructures, en particulier pour la mobilité, l'innovation et l'environnement ;
3. un cadre réglementaire applicable et pertinent soutenu par une bonne gouvernance.

BECI demande aux futurs décideurs politiques de renforcer trois axes principaux en soulignant leur interdépendance et la nécessité de mener ces chantiers de front ainsi que de les accompagner d'une promotion active de la ville, notamment grâce à un city marketing impactant.

1/ La Région doit permettre à chacun de trouver sa place

Objectif 2030 :
80 % de taux d'emploi de la population active.

Évolution des compétences et du marché de l'emploi, pauvreté et travail informel : Bruxelles fait face à des enjeux humains importants. Elle est aussi à la traîne en matière de performance du taux d'emploi, dans un contexte de pénurie pour 108 métiers (26.000 postes vacants). Tous les actifs, quelle que soit leur situation, doivent pouvoir trouver un emploi et participer à la vie économique.

Développer les compétences d'aujourd'hui et de demain par la formation et l'éducation

Les métiers évoluent vite, les carrières aussi. L'apprentissage tout au long de la vie répond aux besoins des travailleurs et aux valeurs des entreprises. Il faut donc absolument renforcer les filières qui mènent à l'emploi, avec les Communautés. Pour l'enseignement, cela signifie travailler sur la qualité, qui est très inégale et n'est pas suffisamment à la hauteur de son coût. Pour les formations professionnelles, nous proposons une déductibilité des formations au-delà des 100 % du coût, y compris en entreprise.

Enfin, pour faciliter les réorientations de carrière, la Région doit aussi favoriser la guidance professionnelle en s'inspirant par exemple des « loopbaancheques » mis en place en Flandre.

 Sébastien, dirigeant d'une PME dans le développement de logiciels :

« Je cherche à recruter depuis 2 ans sur un langage spécifique. Impossible de trouver des candidats ! »

75 % des hommes et 80 % des femmes de plus de 55 ans ne sont plus sur le marché de l'emploi

Ces actions s'inscrivent dans un contexte plus général de vieillissement de la population et de financement des pensions. Il faut travailler sur l'optimisation des fins de carrière et sur l'équilibre financier et l'harmonisation des régimes de pensions.



Lutter activement contre une pauvreté croissante

C'est un fait : la pauvreté est galopante à Bruxelles. Le nombre de jeunes (18 à 24 ans) bénéficiaires du Revenu d'Insertion Sociale a plus que doublé entre janvier 2011 et janvier 2021. Le nombre de personnes sans abri ou mal logées a augmenté de près de 20 % entre 2020 et 2023. La pauvreté a un impact majeur sur la santé et l'éducation. Elle est le reflet d'inégalités qu'il faut combattre pour la cohésion de la société et pour donner à chacun une place en tant que travailleur, habitant et consommateur. Plutôt que financer la gestion de la pauvreté, il faut investir pour la réduire et la prévenir durablement. Une fois encore, l'enseignement est probablement la meilleure arme, quand bien même il s'agit d'une compétence communautaire.

40 % de la population bruxelloise sous le seuil du risque de pauvreté, 3 fois plus qu'en Flandre.

Favoriser l'emploi pour tous, dans le cadre légal

La formation et des dispositifs spécifiques doivent permettre aux personnes éloignées de l'emploi de trouver leur place. Cet emploi doit être exercé dans un cadre légal : la justice et la rationalité économique exigent que la Région lutte activement contre le travail au noir et l'économie informelle qui représentent sans doute plus de 15 % du PIB.

La situation des personnes en séjour illégal et en âge de travailler doit également pouvoir être clarifiée par les autorités. Si un maintien sur le territoire est autorisé, celui-ci doit être confirmé dans les meilleurs délais et conditions. Cela permettra aux entreprises d'assurer un avenir professionnel aux personnes concernées.

2/ Logement, mobilité, équipements : les clefs d'une région attractive

+30 à 34 % le prix du logement à Bruxelles entre 2014 et 2021 (neuf ou en rénovation).

Il ne suffit pas de donner à la population bruxelloise les clefs de l'emploi. Il faut aussi qu'elle puisse se loger et se déplacer facilement – de même qu'il faut que les non-Bruellois, touristes ou décideurs économiques puissent venir facilement à Bruxelles et s'y divertir. Le logement, la mobilité et les équipements doivent être des priorités pour la Région.

Le logement et la « Révolution », fondements d'une ville moderne

C'est devenu un cliché : se loger à Bruxelles devient de plus en plus difficile et coûteux. Afin de favoriser l'accès au logement dans le respect de l'environnement, il est indispensable de densifier la ville et de limiter l'étalement urbain. Nous demandons en conséquence la suppression de la prime à l'éloignement telle que le remboursement kilométrique et l'encouragement à l'utilisation des terrains vides ou sous-utilisés. Il faut permettre aux habitants comme aux entreprises de s'installer à Bruxelles.

50 % de l'effort pour la transition économique se fera sur le bâti, soit 200 milliards (BNB)



Les ménages doivent ainsi pouvoir accéder à du logement abordable, avec le développement d'une variété de types de logements (logements flexibles, résidences partagées ou coopératives etc.).

Ces logements doivent aussi remplir les exigences de consommation énergétique. On en est loin : près d'un logement sur deux à Bruxelles est de classe PEB F ou G. La Région doit donc accélérer la rénovation énergétique et la construction de logements durables. Cela passe en tout premier lieu par l'accélération des délivrances de permis. Les délais sont trop longs aujourd'hui, ralentissant l'adaptation aux enjeux environnementaux et affectant un marché de l'immobilier déjà sous tension.

Pour atteindre les objectifs de « Révolution » et, plus largement, ceux de Net Zéro Carbone en 2050, le soutien à l'économie circulaire et à l'industrie locale, tout comme le « city mining » seront essentiels. Le recours aux sources énergétiques locales doit être encouragé, par le solaire et l'éolien urbain d'une part, et par le potentiel des réseaux de chaleur d'autre part. Le recours aux commandes publiques permettra d'atteindre ces objectifs.

Transports : décongestionner, fluidifier, internationaliser... et faire preuve de pédagogie

Se loger est important, pouvoir circuler aussi. Le plan « Good move » partait d'une vision en grande partie pertinente au regard des enjeux environnementaux. Force est de constater que sa mise en place sans concertation a ruiné les efforts, créant une opposition massive. Il est impératif que la Région fasse preuve de pédagogie, tout en cherchant un équilibre entre les différents intérêts.

1 à 2 % du PIB par an : c'est le coût lié à la congestion du trafic en Belgique.

Premier enjeu : Bruxelles est une ville d'embouteillages. Il faut restructurer le ring et rénover les ouvrages d'art, tels les tunnels. L'objectif devra toujours être de fluidifier le trafic existant, jamais de l'augmenter, d'où l'importance d'articuler les différents modes de transports et de favoriser la multimodalité.

 Sanaa, directrice d'une entreprise de livraison B2B : « On est prêtes à livrer plus tôt ou plus tard, pour faciliter la vie des habitants. Mais il faut nous le permettre ! »

Deuxième enjeu : il est difficile de s'arrêter en ville. Or, l'activité économique repose sur la logistique. Indispensable pour l'approvisionnement de la ville, elle souffre d'un manque d'espaces. Il faut faciliter les activités de chargement et déchargement en élargissant les horaires et en prévoyant suffisamment d'emplacements. La Région doit ainsi mettre en place une politique de stationnement dynamique, et non confiscatoire. Plutôt que de taxer les parkings hors voirie, elle doit libérer l'espace public des voitures qui y restent immobiles 95 % du temps.



Troisième enjeu : Bruxelles n'a pas les infrastructures de transport qu'exigerait son rayonnement au-delà de nos frontières. Le développement d'un aéroport d'envergure internationale est indispensable. Les grandes gares ont également un rôle à jouer pour connecter la ville, y compris à l'aéroport, et pour donner au voyageur une première impression positive de Bruxelles.

Enfin, la Région doit garantir la multimodalité, pour permettre à chacun de circuler selon son choix : on doit pouvoir recharger sans problème un véhicule électrique, utiliser des transports en commun efficaces, faire du covoiturage et se déplacer en toute sécurité à pied ou à vélo. En cas d'urgence, les services de sécurité et de soins doivent pouvoir intervenir rapidement et les personnes à mobilité réduite doivent avoir un accès facile à la ville.

Tous ces projets de mobilité doivent réduire au mieux les impacts négatifs sur l'environnement, articuler intelligemment les acteurs publics et privés et s'appuyer sur des solutions technologiques.

Numérique, innovation et lieu de rencontre stratégique

La technologie est en effet au cœur de l'activité économique. Nous devons pouvoir compter sur une infrastructure numérique solide. La Région doit être moteur du développement de la fibre optique et de la 5G, outils indispensables à l'économie du XXI^e siècle.

Il faut aussi pouvoir innover. La Région doit continuer à investir dans les centres de recherche, les universités et les start-ups technologiques. Ce travail doit se faire en partenariat avec les entreprises et les universités, sans oublier la dimension internationale.

Pour cela, Bruxelles doit pouvoir attirer des événements majeurs. L'offre est trop limitée aujourd'hui et nous demandons donc la construction d'un centre de congrès de 5.000 places. La Région doit également accompagner les acteurs de l'hospitalité afin d'améliorer la qualité de l'expérience des visiteurs, qu'ils soient touristes, décideurs et professionnels, ou participants du monde de la nuit.

City marketing: Dare to be Brussels!

Pour se positionner comme une ville d'envergure internationale, la Région doit aussi renforcer son city marketing et sa promotion extérieure, qui a été réduite à néant récemment. Les initiatives prises pour renforcer son attractivité doivent mettre en avant l'identité singulière de Bruxelles, grâce à des outils tels que la plateforme de marque stratégique <https://www.internationalbrand.brussels/>, lancée par la Région et fruit de 18 mois de recherche, d'analyse de la concurrence, de travail avec différentes parties prenantes et citoyens, dont BECI, qui a contribué activement à ce projet. Bruxelles est unique et peut devenir une des meilleures villes où vivre, travailler, respirer : il faut le faire, et le faire savoir.

3/ La « bonne gouvernance » : mettre de l'ordre dans la gestion de la Région

Ce que nous demandons à la Région, c'est bien de soutenir une dynamique positive entre habitants, entreprises, innovation et interactions entre la ville et son environnement national et international. Elle doit aussi être garante de la résilience de la société face aux crises qui s'accumulent et aux transformations à venir, en s'armant pour ce que l'on peut mais aussi pour ce que l'on ne peut pas anticiper. La Région doit être un garant de stabilité, de prévisibilité et d'équité.

L'urgence pour la Région : se désendetter

La Région doit donc être solide financièrement. Aujourd'hui, force est de constater qu'elle n'a plus de marge de manœuvre. Sa dette est devenue insoutenable et continue de croître : le budget 2024 prévoit 7,9 milliards € de dépenses pour 6,5 milliards € de recettes.

La dette de la Région bruxelloise dépasse désormais celle de Paris, deux fois plus peuplée.

Il est impératif de mettre en place un plan de désendettement ambitieux et de garantir une meilleure allocation des ressources : il faut que les moyens soient essentiellement affectés aux actions redistributives en limitant au maximum le poids des frais d'administration.

Parallèlement, un travail devra s'effectuer pour transformer tous les actifs immobilisés de la Région et des communes en capacités et vecteurs d'investissements productifs ou, à tout le moins, en réduction de l'endettement.

Alléger et simplifier : les clefs d'une politique fiscale et efficace

Il y a le poids de la dette pour la Région, et celui des charges pour les entreprises. Le poids fiscal et le nombre de mesures, parfois contradictoires, ne cessent d'augmenter. Le précompte immobilier, le COBRACE, les taxes sur les bureaux, les bornes électriques, les relais GSM ou les contraintes des chartes d'urbanisme ne sont que quelques exemples des charges qui s'accumulent sur les épaules des acteurs économiques. Il est indispensable d'alléger la politique fiscale.

 **Martine, responsable d'une PME (traiteur) :**
« On veut contribuer à la réduction du CO₂, c'est notre avenir, mais il y a tellement de règles qu'à la fin, on ne comprend plus rien, on voit juste les coûts. »

Il faut aussi simplifier. Les procédures doivent être optimisées, y compris entre les différents niveaux de pouvoir. Le principe du « only once » devrait être appliqué afin de communiquer en une seule fois des informations administratives. De même, les politiques, entre communes et Région par exemple, doivent être harmonisées et l'architecture institutionnelle régionale rationalisée.

La Région se doit d'être exemplaire, à tous niveaux

Quel que soit le sujet concerné, la Région se doit d'être exemplaire. Pour cela, elle s'appuie sur les principes des ESG (Environnement, Social et Gouvernance) et sur une méthode rigoureuse, reposant sur :
- des analyses précises et une planification claire ;
- une évaluation systématique du rapport coûts-bénéfices des mesures ;
- le dialogue avec les parties prenantes et la collaboration via les partenariats publics-privés ;
- la transparence et la communication pour créer l'adhésion et renforcer le city marketing.

Une même rigueur s'applique également à la conduite des marchés publics, depuis la définition des objectifs et des modalités jusqu'au paiement rapide des prestataires et à la lutte active contre la corruption.

Fort de cette rigueur dans la méthode, la Région pourra se concentrer sur ses rôles d'acteur stratège, « d'ensembliser », de régulateur et de protecteur, en limitant son travail d'opérateur et en évitant une concurrence inutile entre la Région et les acteurs privés.



L'ensemble de ces recommandations s'inscrit dans une dynamique collective pour oser faire de Bruxelles une région exemplaire et dynamique où il fait bon vivre, travailler et entreprendre.



Beci

BECI représente 35.000 entreprises actives dans la Région bruxelloise ainsi que des indépendants, dirigeants d'entreprises et professions libérales. Nous mettons chaque jour notre énergie au service du dynamisme de la Région. Nous croyons au potentiel de Bruxelles, future capitale européenne de la culture, à devenir une référence internationale en matière de qualité de vie, de développement durable, de dynamisme économique et d'innovation. Nous en appelons à la Région et à l'ensemble des pouvoirs publics pour que les conditions de réussite de la ville soient mises en place et pour travailler ensemble à son succès.

Pour nous rejoindre ou en savoir plus sur nous : <https://www.beci.be>

